



DÉPUTÉS COMMUNISTES

Communiqué

Paris, le 18 mars 2019

La marchandisation de la santé n'est pas une fatalité

Alors que débute l'examen du projet de loi santé dans l'hémicycle, nous avons réunis ce jour à l'Assemblée une centaine de professionnels de santé afin de débattre et d'amender nos 86 propositions pour la santé.

Forts des constats que nous avons pu faire sur le terrain au cours des 120 visites que nous avons effectuées dans les établissements hospitaliers et les Ehpad français depuis janvier 2018, nous avons acquis la conviction que la hausse des financements, la fin de la concurrence entre établissements ou encore la lutte contre les déserts médicaux doivent constituer des priorités absolues.

Nos propositions d'urgence et de plus long terme, issues du travail de nos groupes (CRCE au Sénat et GDR à l'Assemblée) et coconstruites avec les professionnels rencontrés, sont susceptibles d'enrayer la crise de l'hôpital : nous le réaffirmons, une alternative à la politique de restriction budgétaire existe.

Les mesures les plus urgentes seront rassemblées dans une proposition de loi qui sera déposée d'ici le mois de juin.

Par ailleurs, nous ferons des propositions dans le texte projet de loi Santé, dont l'examen commence ce jour, pour renverser sa logique qui accélère la marchandisation de la santé.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77